

## **Syrie : le gazouillis trumpiste déclenche un caquetage planétaire**

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le président des États-Unis tire des gazouillis plus vite que son ombre. Son gazouillis portant sur le retrait subit des forces américaines de Syrie a semé la consternation, notamment auprès des alliés traditionnels des États-Unis. Il a été suivi d'un discours de retrait graduel coordonné avec la Turquie afin de protéger les Kurdes de Syrie puis d'un retrait qui ne sera complété que lorsque l'État islamique aura été totalement défait. Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a fait le tour des capitales du Moyen-Orient afin de nuancer encore plus les conditions de ce retrait.

### **Isolationnisme et interventionnisme des États-Unis**

Au cours du siècle passé, la [politique américaine](#) a oscillé entre isolationnisme et interventionnisme. Ainsi, la vision idéologique du président Monroe au lendemain de la Première Guerre mondiale s'est traduite par un protectionnisme économique et non interventionniste dans les années 20 et 30. Si nous mettons de côté les instances où l'Amérique fut directement attaquée pendant les deux guerres mondiales et l'attentat perpétré à New York en 2001 qui a été suivi de l'invasion de l'Afghanistan, les interventions majeures des États-Unis ont été la guerre de Corée en 1950, la guerre du Vietnam dès 1955, la guerre de libération du Koweït en 1991 et l'invasion de l'Irak en 2003.

L'équilibre mondial a changé depuis la chute du mur de Berlin et le démembrement de l'Union soviétique. Les hésitations du président Obama en ce qui a trait à son manque de réaction par rapport à la ligne rouge d'utilisation d'armes chimiques en Syrie, ligne qu'il avait lui-même tracée,

ont encouragé la Russie à s'affirmer au Proche-Orient et plus particulièrement en Syrie. Les interventions militaires russes en Géorgie et des faits accomplis en Ukraine ont semé la panique en Europe où l'on se remémore âcrement la dictature soviétique et ses interventions musclées en Hongrie en 1956 et à Prague en 1968, compte non tenu de l'invasion de l'Afghanistan en 1979. Qui plus est, la force géopolitique et économique grandissante de la [Chine](#) laisse craindre qu'une Pax Sinica qui serait dans le style de la Pax Sovietica vienne détrôner la Pax Americana. La Chine a également un historique d'invasion au Tibet en 1950, d'interventions militaires en Corée l'année suivante, au Vietnam en 1978 et a eu des conflits frontaliers avec l'Inde et l'Union soviétique.

Le président Trump a présenté une vision binaire du rôle des États-Unis : pas question de continuer à défendre l'Europe ou les pays voisins de la Chine alors qu'ils mettent toute leur énergie dans la capture de marchés économiques américains. Contre toute attente, il a rencontré le président nord-coréen pour discuter de la dénucléarisation de son pays et il souhaite avoir les coudées libres pour développer de meilleures relations avec la Russie. Son gazouillis relatif au retrait de Syrie a suscité une pléthore d'analyses et de commentaires diversifiés, voire contradictoires.

### **Un aveu de faiblesse ?**

Évacuer la Syrie revient à laisser la main libre à la Russie dont l'intervention a sauvé le régime du président Assad sans pouvoir pour autant réussir à instaurer un plan de paix entre les factions syriennes. Le régime syrien continue à assujettir son peuple par des moyens qui le rendent passible de condamnation pour crimes de guerre. Enfin, il existe encore des poches contrôlées par des radicaux islamistes à Idlib et dans l'Est syrien.

Du point de vue du président Trump, les interventions des États-Unis en Afghanistan et en Irak se chiffrent à des billions de dollars sans résultat

tangible. Pour lui, la Syrie ne représente que du sable et de la mort. Les manifestations du printemps arabe n'ont pas débouché en la liberté et la stabilité espérées. C'est tout le contraire qui s'est produit ! En outre, seul l'avantage géostratégique de la Turquie empêche les États-Unis et les puissances de l'OTAN de condamner plus ouvertement encore les diatribes anti occidentales et les agissements du président turc Erdogan : relations floues avec les radicaux islamistes, obsession anti kurde, rapprochement ambigu avec la Russie et armement continu des islamistes de Libye. Israël est le seul état stable et fiable de la région.

### **Un regret quasi général**

Les alliés européens des États-Unis dans la guerre contre l'État islamique se demandent comment ils pourront continuer sans l'appui tactique américain. Les pays sunnites voient dans le retrait américain la possibilité d'un renforcement de l'Iran qui continue à armer des milices chiites dans la région. Ils rejoignent en cela les préoccupations d'Israël que l'Iran se promet d'éradiquer. La Russie n'est certainement pas heureuse d'hériter de la patate chaude syrienne, car elle n'a pas le potentiel économique qui lui permette de s'y maintenir à long terme, et ce, d'autant plus qu'elle escomptait bénéficier de la reconstruction de la Syrie avec la participation américaine. La Turquie n'est guère satisfaite des nuances rattachées au retrait, car elle exige d'avoir les mains libres pour agir contre les forces militaires kurdes de Syrie.

### **Le monde a-t-il encore besoin des États-Unis ?**

Selon l'institut Pew Research Center qui organise des sondages d'opinion dans des dizaines de pays, 50% des personnes sondées dans une grande partie du monde ont une opinion favorable des États-Unis et seulement 27% font confiance au président Trump. Ces chiffres sont en baisse par rapport aux années précédentes. Toutefois, 81% des personnes sondées

préfèrent les États-Unis comme leader mondial plutôt que toute autre superpuissance.

Il est vrai que les messages émanant de la Maison-Blanche et du secrétariat d'État américain ne semblent pas être sur la même page en ce qui a trait au retrait des 2000 militaires américains stationnés en Syrie. Le débat soulevé à la suite du gazouillis du président Trump aura eu le mérite de faire repenser à tous les acteurs et l'importance de l'Amérique et leurs propres politiques en conséquence.